

Unité bidépartementale Eure Orne  
1 avenue du Maréchal Foch  
CS 50021  
27000 Évreux

Évreux, le 30/04/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 26/03/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **INS CRIQUEBEUF**

76 rue de Prony  
75017 Paris

Références : UBDEO.2025.04.119.KC  
Code AIOT : 0030100248

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 26/03/2025 dans l'établissement INS CRIQUEBEUF implanté Parc d'activités du Bosc Hetrel 27340 Criquebeuf-sur-Seine. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- INS CRIQUEBEUF
- Parc d'activités du Bosc Hetrel 27340 Criquebeuf-sur-Seine
- Code AIOT : 0030100248
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Non

La société INS ex GEMFI est autorisée à exploiter un entrepôt de stockage de matières combustibles, matières dangereuses pour l'environnement par arrêté préfectoral du 23 mars 2008. Il s'agit d'un établissement classé Seveso seuil bas.

Trois locataires sont présents sur le site:

- **ID LOGISTICS**, dans les cellules 1, 2, 3 et 4 bis, qui a pour activité principale la logistique de produits de librairie ;
- **LAMPE BERGER**, dans les cellules 4 et 5, qui a pour activité la logistique de produits de parfumage d'ambiance ;
- **CARRIER Transicold Industries (CTI)**, dans les cellules 6 et 7, qui a pour activité la logistique de matériel de réfrigération destiné au transport sous température dirigée.

Lors de la visite, les cellules B5, B6 ont été contrôlées.

#### Thèmes de l'inspection :

- AN25 Prévention pertes GPI
- AR - 2

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se

- conformer à la prescription) ;
- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
4	Audits des procédures par un organisme accrédité	Code de l'environnement du 16/04/2021, article D. 541-364	Demande d'action corrective	3 mois
6	Plan d'actions pour les flux de stockage des batteries	Arrêté Préfectoral du 19/03/2008, article 8.2.1	Demande de justificatif à l'exploitant	15 jours

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Typologie des sites industriels	Code de l'environnement du 10/02/2020, article L. 541-15-11	Sans objet
2	Equipements de prévention de rejets canalisés de granulés de plastiques	Code de l'environnement du 16/04/2021, article D. 541-361	Sans objet
3	Procédures de prévention de dispersion de granulés de plastiques	Code de l'environnement du 16/04/2021, article D. 541-362	Sans objet
5	Etat des matières	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 1.4	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	stockées du jour		

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

1°) Pour rappel, la visite du 26 mars 2025 s'inscrit dans le cadre de l'action nationale 2025: "Prévention des pertes de granulés de plastiques industriel (GPI) ".

A ce jour, l'exploitant ne stocke pas de granulés de plastiques même si son arrêté préfectoral du 23 mars 2008 autorise l'activité de stockage des polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques), pour un volume de 64 832 m<sup>3</sup>.

L'exploitant s'est engagé à mettre en œuvre les dispositions prévues aux articles D.541-360 à D.541-364 (procédures, audits...), le jour où il exercera toute activité de stockage de granulés de plastiques conformément à son arrêté préfectoral du 23 mars 2008.

Toutefois, à ce jour, même si l'exploitant n'exerce pas d'activité de stockage de granulés de plastiques, il doit faire procéder à un audit spécifique des procédures mentionnées à l'article D. 541-362 par un organisme certificateur habilité **[délai: 3 mois]**.

2°) Les constats suivants, ayant fait l'objet, lors de la visite du 26 mars 2025 d'écarts réglementaires ne portent pas sur l'action nationale 2025: "Prévention des pertes de GPI".

En effet, lors de cette visite, 2 écarts réglementaires ont été formulés concernant le stockage des batteries en référence aux arrêtés suivants:

- Arrêté du 11 avril 2017 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510

L'inspection a constaté que l'état des matières stockées du jour présenté ne mentionnait pas les stockages des batteries présents sur le site, dans les cellules n°6 et 7.

L'exploitant ayant transmis une nouvelle version de l'état des matières stockées et communiqué l'état de stocks du jour du 28 mars 2025 conforme aux dispositions de l'article 1.4 « Etat des matières stockées » de l'arrêté du 11 avril 2017 modifié précité, l'inspection lève la suite administrative, formulée et proposée, lors de la visite du 26/03/2025.

L'inspection rappelle à l'exploitant qu'il a l'obligation de tenir à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées, conformément à cet article 1.4 « Etat des matières stockées » de l'arrêté du 11 avril 2017 modifié.

Les stockages présentant des risques particuliers pour la gestion d'un incendie et de ses conséquences, tels que les stockages de piles ou batteries, figurent spécifiquement sur l'état des matières stockées du jour.

- 2°) Arrêté préfectoral du 19/03/2008

Les palettes de stockage de batteries non répertoriées sur l'état des matières stockées du jour étaient entreposées dans les locaux de charge des cellules n°6 et 7, dans une zone où tout stockage de matières combustibles est interdit.

Au vu de la régularisation de l'écart réglementaire à l'article 8.2.1 de l'arrêté préfectoral du 19/03/2008, l'inspection lève la suite administrative, formulée et proposée, lors de la visite du 26/03/2025 pour le stockage des palettes de batteries.

Toutefois, même si cet écart réglementaire a été régularisé, l'exploitant présentera son plan

d'actions pour s'assurer de la bonne gestion de ses flux de stockages des batteries sur le site, au vu des risques particuliers de ces produits, en cas d'incendie [délai: 15 jours].

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Typologie des sites industriels

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 10/02/2020, article L. 541-15-11
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Prévention des pertes de granulés de plastiques industriels (GPI)
<b>Prescription contrôlée :</b>  A compter du 1er janvier 2022, les sites de production, de manipulation et de transport de granulés de plastiques industriels sont dotés d'équipements et de procédures permettant de prévenir les pertes et les fuites de granulés dans l'environnement. A compter du 1er janvier 2022, les sites mentionnés font l'objet d'inspections régulières, par des organismes certifiés indépendants, afin de s'assurer de la mise en œuvre des obligations mentionnées au même I et de la bonne gestion des granulés sur l'ensemble de la chaîne de valeur, notamment s'agissant de la production, du transport et de l'approvisionnement.
<b>Constats :</b>  Pour rappel, la société INS ex GEMFI est un entrepôt de stockage de matières combustibles, matières dangereuses, classé Seveso seuil bas. Le volume autorisé pour cet entrepôt est: 409 921 m <sup>3</sup> . En séance, l'inspection a interrogé l'exploitant sur le volume des produits stockés relatifs aux rubriques de la nomenclature des ICPE concernées par l'action nationale 2025 "Prévention de la perte des GPI" suivantes: <ul style="list-style-type: none"><li>• 2660: Polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) (fabrication ou régénération), à l'exclusion des activités classées au titre de la rubrique 3410) ;</li><li>• 2661: Polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) (transformation de) ;</li><li>• 2662: Polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) (stockage de), à l'exception des installations classées au titre de la rubrique 1510.</li></ul> L'exploitant déclare que seule la rubrique 2662 est concernée par son site. Effectivement, l'arrêté préfectoral du 23 mars 2008 recense uniquement cette activité dans la liste des installations/activités applicables au site.  Le volume total de stockage de matières plastiques, susceptible d'être présent autorisé pour cette rubrique 2662 en référence à l'arrêté préfectoral du 23 mars 2008 est : 64 832 m <sup>3</sup> .  Toutefois, l'exploitant précise que le site ne stocke pas actuellement de granulés plastiques

industriels même si son arrêté préfectoral d'autorisation du 23 mars 2008 autorise le stockage de polymères (matières plastiques...).

Il déclare que cette activité n'a été exercée par aucun de ces locataires sur le site, à ce jour.

L'inspection a consulté l'état des matières stockées du jour du site, du 26/03/2025.

En séance, l'exploitant a évoqué une réflexion menée en interne sur le classement ICPE d'une colle, utilisée par un de ses locataires, présente à l'état de matières solides (sous forme de granulés).

Selon les informations communiquées par le fabricant de cette colle, ce produit est constitué de métallocène.

Aussi, l'exploitant a donc conclu que cette colle n'est pas considérée comme un polymère, et ainsi comme des granulés de matières plastiques.

Ces granulés ne relèvent pas de la rubrique 2662.

L'exploitant a également présenté la fiche de données de sécurité (FDS) de cette colle.

D'après cette FDS, le produit n'est pas classé comme dangereux conformément aux dispositions du règlement (CE) n° 1272/2008 (CLP).

Il s'agit d'un mélange à base de produits chimiques.

Aucune des substances constituant ce mélange ne dépasse les valeurs définies dans l'annexe II du Règlement (CE) n°1907/2006. Il s'agit d'un produit non inflammable.

Lors de la visite des installations, l'inspection n'a pas constaté la présence de granulés de plastiques à l'intérieur et à l'extérieur de l'entrepôt.

Conclusion: A ce jour, l'exploitant ne stocke pas de granulés de plastiques même si son arrêté préfectoral du 23 mars 2008 autorise l'activité de stockage de polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques), pour un volume de 64 832 m<sup>3</sup>.

**Type de suites proposées :** Sans suite

## N° 2 : Equipements de prévention de rejets canalisés de granulés de plastiques

**Référence réglementaire :** Code de l'environnement du 16/04/2021, article D. 541-361

**Thème(s) :** Actions nationales 2025, Prévention des pertes de granulés de plastiques industriels (GPI)

### **Prescription contrôlée :**

Les sites de production, de manipulation et de transport de granulés de plastiques industriels sont dotés d'équipements prévenant leur rejet canalisé dans l'environnement. Les zones de ces sites où des granulés de plastiques industriels sont susceptibles d'être répandus accidentellement sont associées à des dispositifs de confinement et de récupération prévenant leur dissémination dans l'environnement. Les équipements et dispositifs mentionnés aux précédents alinéas sont adaptés aux dimensions des granulés susceptibles d'être présents dans ces sites. Conformément à l'article 2 du décret 2021-461 du 16 avril 2021, ces dispositions s'appliquent, à compter du 1er janvier 2023, aux sites de production, de manipulation et de transport de granulés de plastiques industriels dont l'exploitation a démarré avant le 1er janvier 2021.

### **Constats :**

L'exploitant précise que même si le site ne stocke pas actuellement de granulés de plastiques, en

<p>cas de déversement de ces produits, un ramassage mécanique de ces granulés serait mis en place en cas de besoin.</p> <p>Si ce nettoyage mécanique des granulés de plastiques n'était pas suffisant, les granulés seraient ensuite dirigés vers le bassin de rétention du site. La vanne martelière (après actionnement) permettrait de récupérer les granulés dans ce bassin et donc de prévenir leur dissémination dans l'environnement.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'inspection demande à l'exploitant de compléter son dispositif de protection contre la dissémination des granulés plastiques dans l'environnement d'un confinement des zones à risque (filtres sur les avaloirs d'eau pluviale) en amont du dispositif de rétention et de disposer des équipements de nettoyage (ramassage mécanique ou aspiration). Délai, dès réception de granulé plastique.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 3 : Procédures de prévention de dispersion de granulés de plastiques**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 16/04/2021, article D. 541-362</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Prévention des pertes de granulés de plastiques industriels (GPI)</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Tout exploitant d'un site de production, de manipulation et de transport de granulés de plastiques industriels adopte des procédures prévenant la dispersion de granulés de plastiques industriels dans l'environnement. Ces procédures visent à :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>a) Identifier les zones où des granulés de plastiques industriels sont susceptibles d'être rejetés ou répandus accidentellement dans l'environnement ;</li> <li>b) Vérifier périodiquement que les emballages utilisés pour le stockage et le transport des granulés de plastiques industriels sont conçus et manipulés de sorte à minimiser le risque de dissémination de ces granulés dans l'environnement ;</li> <li>c) Confiner et ramasser tout granulé de plastique industriel répandu accidentellement dans l'enceinte du site ;</li> <li>d) Procéder régulièrement au nettoyage des bassins de rétention situés en amont des équipements mentionnés au premier alinéa de l'article D. 541-361 et des abords du site placés sous le contrôle de l'exploitant ;</li> <li>e) Inventorier et s'assurer régulièrement du bon état de fonctionnement des équipements et dispositifs mentionnés à l'article D. 541-361 ;</li> <li>f) Former et sensibiliser, notamment par voie d'affichage, le personnel et les tiers intervenant sur le site ;</li> <li>g) Réaliser des contrôles internes semestriels de ces procédures. Les procédures mentionnées aux précédents alinéas sont adaptées aux dimensions des granulés susceptibles d'être présents dans ces sites.</li> </ul> <p>Conformément à l'article 2 du décret 2021-461 du 16 avril 2021, ces dispositions entrent en vigueur le 1er janvier 2022.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant déclare qu'en l'absence d'activités de stockage relevant de la rubrique 2662 qu'il n'a</p>

<p>pas formalisé de procédures pour prévenir la dispersion des granulés de plastiques dans l'environnement.</p> <p>Il précise qu'il assure une veille et un suivi sur les activités ICPE de ses locataires, en tant qu'exploitant de cet entrepôt.</p> <p>En cas de demande de clients pour le stockage de polymères, il formalisera une procédure pour prévenir la dispersion des granulés de plastiques dans l'environnement, selon ces déclarations.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant disposera de procédures prévenant la dispersion des granulés de plastiques industriels dans l'environnement même s'il ne stocke pas à ce jour des granulés de plastiques sur le site car il est autorisé à exercer une activité de stockage de polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) en référence à l'arrêté préfectoral du 23 mars 2008.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 4 : Audits des procédures par un organisme accrédité**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 16/04/2021, article D. 541-364</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Prévention des pertes de granulés de plastiques industriels (GPI)</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Pour l'application du II de l'article L. 541-15-11, on entend par " inspections régulières ", les audits des procédures mentionnées à l'article D. 541-362. Ces audits sont mis en œuvre conformément aux dispositions du présent article, dans un délai d'un an à compter de leur mise en œuvre, puis au moins tous les trois ans, sous la responsabilité de l'exploitant de chaque site de production, de manipulation et de transport de granulés de plastiques industriels, par un organisme certificateur qu'il choisit parmi ceux mentionnés à l'alinéa suivant. Les organismes certificateurs habilités à réaliser les audits mentionnés au présent article sont indépendants de l'exploitant du site et accrédités à cet effet par le Comité français d'accréditation (COFRAC), ou par tout autre organisme d'accréditation signataire de l'accord de reconnaissance multilatéral établi dans le cadre de la coordination européenne des organismes d'accréditation (" European Cooperation for Accreditation ", ou " EA "), selon les dispositions de la norme ISO/ IEC 17021 " Évaluation de la conformité-Exigences pour les organismes procédant à l'audit et à la certification des systèmes de management " ou selon les dispositions de toute autre norme ou spécification technique présentant des garanties équivalentes. Ces audits peuvent être réalisés dans le cadre des audits de certification des systèmes de management de la qualité effectués par des organismes certificateurs accrédités conformément aux dispositions du précédent alinéa. Les organismes certificateurs accèdent à toute information ou document nécessaire à leur mission. L'exploitant met à disposition du public sur son site internet une synthèse de chaque rapport d'audit, en retirant les informations relevant d'un secret protégé par la loi. Conformément à l'article 2 du décret 2021-461 du 16 avril 2021, ces dispositions entrent en vigueur le 1er janvier 2022. .</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant n'exerçant pas d'activité d'activités de stockage de polymères, il n'a pas procédé à un audit spécifique des procédures mentionnées à l'article D. 541-362 par un organisme certificateur habilité.</p>



<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>
Toutefois, à ce jour, même si l'exploitant n'exerce pas d'activité de stockage de granulés de plastiques, il doit faire procéder à un audit spécifique des procédures mentionnées à l'article D. 541-362 par un organisme certificateur habilité. Les audits ISO relatifs au management de la qualité, de la sécurité, énergétique, etc internes ou externes n'incluant pas ce périmètre réglementaire [délai: 3 mois].
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

#### N° 5 : Etat des matières stockées du jour

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 1.4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Stockage des batteries
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.</p> <p>Cet état des matières stockées permet de répondre aux deux objectifs suivants :</p> <p>1. servir aux besoins de la gestion d'un événement accidentel ; en particulier, cet état permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage.</p> <p>Pour les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées.</p> <p>Pour les produits, matières ou déchets autres que les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les grandes familles de produits, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie. Les stockages présentant des risques particuliers pour la gestion d'un incendie et de ses conséquences, tels que les stockages de piles ou batteries, figurent spécifiquement.</p> <p>Cet état est tenu à disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires, dans des lieux et par des moyens convenus avec eux à l'avance ;</p> <p>2. répondre aux besoins d'information de la population ; un état sous format synthétique permet de fournir une information vulgarisée sur les substances, produits, matières ou déchets présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Ce format est tenu à disposition du préfet à cette fin.</p> <p>L'état des matières stockées est mis à jour a minima de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, accident, pertes d'utilité ou tout autre événement susceptible d'affecter l'installation. Il est accompagné d'un plan général des zones d'activités ou de stockage utilisées pour réaliser l'état qui est accessible dans les mêmes conditions.</p> <p>Pour les matières dangereuses et les cellules liquides et solides liquéfiables combustibles, cet état est mis à jour, a minima, de manière quotidienne.</p> <p>Un recalage périodique est effectué par un inventaire physique, au moins annuellement, le cas échéant, de manière tournante.</p>

L'état des matières stockées est référencé dans le plan d'opération interne lorsqu'il existe.  
L'exploitant dispose, avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le code du travail lorsqu'elles existent, ou tout autre document équivalent. Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition, dans les mêmes conditions que l'état des matières stockées.  
Ces dispositions sont applicables à compter du 1er janvier 2022.

#### **Constats :**

L'inspection a consulté l'état des matières stockées du jour du site, du 26/03/2025.  
Lors de la visite des installations, l'inspection a constaté la présence de palettes en bois, matériau combustible stockant des batteries dans les locaux de charge des cellules n°6 (3 palettes) et cellule n°7 (9 palettes) de la société CARRIER.  
Or, l'état des matières stockées du jour consulté en séance ne mentionnait pas l'existence de ces batteries sur le site, et particulièrement chez la société CARRIER alors que l'article 1.4 « Etat des matières stockées » de l'arrêté du 11 avril 2017 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510 dispose que les stockages présentant des risques particuliers pour la gestion d'un incendie et de ses conséquences, tels que les stockages de piles ou batteries, figurent spécifiquement sur l'état des matières stockées.  
Par courriel du 28 mars 2025, l'exploitant a indiqué que l'état des stocks ICPE de la société CARRIER a été modifié avec la quantité de batteries au 28 mars 2025 pour intégrer la colonne manquante sur la version présentée (de l'état des matières stockées du 26 mars 2024). Il a donc transmis une nouvelle version de l'état des matières stockées et communiqué l'état des matières stockées du 28 mars 2025.  
Cet état est conforme aux dispositions de l'article 1.4 « Etat des matières stockées » de l'arrêté du 11 avril 2017 modifié précité.

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'état des matières stockées du jour du site devra renseigner systématiquement le stockage de batteries (quantité et emplacement) conformément à l'article 1.4 « Etat des matières stockées » de l'arrêté du 11 avril 2017 modifié **[délai: immédiat]**.  
L'exploitant ayant transmis une nouvelle version de l'état des matières stockées et communiqué l'état de stocks du jour du 28 mars 2025 conforme aux dispositions de l'article 1.4 « Etat des matières stockées » de l'arrêté du 11 avril 2017 modifié précité, l'inspection lève la suite administrative, formulée et proposée, lors de la visite du 26/03/2025.  
L'inspection rappelle à l'exploitant qu'il a l'obligation de tenir à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées conformément à cet article 1.4 « Etat des matières stockées » de l'arrêté du 11 avril 2017 modifié.

Les stockages présentant des risques particuliers pour la gestion d'un incendie et de ses conséquences, tels que les stockages de piles ou batteries, figurent spécifiquement sur l'état des matières stockées du jour.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 6 :** Plan d'actions pour les flux de stockage des batteries

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 19/03/2008, article 8.2.1

<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Locaux de charges
<b>Prescription contrôlée :</b>  Tout stockage de matières combustibles est interdit.
<b>Constats :</b>  Lors de la visite des installations, l'inspection a constaté la présence de palettes en bois, matériau combustible stockant des batteries dans les locaux de charge des cellules 6 (3 palettes) et cellule 7 (9 palettes) de la société CARRIER. La société CARRIER a indiqué qu'il s'agit de palettes stockant des batteries au plomb. Or, tout stockage de matières combustibles est interdit dans les locaux de charges conformément à l'article 8.2.1 de l'arrêté préfectoral du 23 mars 2008. Ce constat constitue un écart réglementaire à l'arrêté du 11 avril 2017 modifié précité. Par courriel du 28 mars 2025, l'exploitant a transmis à l'inspection les éléments (photos) justifiant que les palettes présentes dans les locaux de charges avaient été retirées de ces locaux de charge. Les palettes pouvant rester sur le site ont été mises sur rétention et 4 palettes ne pouvant être mises sur rétention par manque de capacité matériel sur le site ont été transférées vers un autre site logistique.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  Suite à l'inspection du 26/03/2025, l'exploitant a mené des actions correctives (dans un délai court) pour se mettre en conformité vis à vis de l'article 8.2.1 de son arrêté préfectoral du 19/03/2008. Au vu de la régularisation de cet écart réglementaire à l'article 8.2.1 de l'arrêté préfectoral du 19/03/2008, l'inspection lève la suite administrative, formulée et proposée, lors de la visite du 26/03/2025 pour le stockage des palettes de batteries.  Toutefois, même si cet écart réglementaire a été régularisé, l'exploitant présentera son plan d'actions pour s'assurer de la bonne gestion de ses flux de stockages des batteries sur le site, au vu des risques particuliers de ces produits, en cas d'incendie <b>[délai: 15 jours]</b> .
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 15 jours